



La crise humanitaire du Bassin du Lac Tchad

Un an après la Conférence de haut niveau sur la Région du Lac Tchad à Berlin en 2018, un bilan de la situation actuelle est dressé

Septembre 2019



Contexte

L'une des crises humanitaires les plus graves au monde continue de se dérouler dans le Bassin du Lac Tchad, avec 17 millions de personnes vivant dans les zones les plus touchées des quatre pays riverains, le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun. La région est confrontée à l'extrême pauvreté, aux conflits et aux changements climatiques, avec de fréquentes sécheresses et famines. L'instabilité de la région s'est accrue, les économies ont ralenti ou se sont arrêtées, et les besoins humanitaires ont augmenté de façon traumatisante ces dernières années. La population de la région souffre de malnutrition et de faim ; jusqu'à un demi-million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère.¹ Aujourd'hui, près de 11 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire pour survivre, soit la moitié de la population du Bassin du Lac Tchad.²

La présence du groupe terroriste Boko Haram entre maintenant dans sa dixième année. Jusqu'à présent, des milliers de personnes ont été tuées ; plus de 2,5 millions de personnes ont été forcées de fuir à l'intérieur de leur pays ou au-delà des frontières.³ La présence de Boko Haram s'est accompagnée de la destruction des moyens de subsistance et des biens, ainsi que de l'affaiblissement ou de la destruction des institutions éducatives, médicales et politiques. La protection des civils est un problème grave : les femmes et les filles continuent d'être victimes de violences sexuelles ; les hommes et les garçons sont vulnérables à la conscription forcée ou à l'enlèvement par des groupes armés. Tous les secteurs de la société sont confrontés à des violations généralisées des droits de l'homme, des enlèvements, des meurtres, de la torture et de la détention arbitraire.⁴ L'accès humanitaire demeure un défi majeur dans nombre des régions les plus durement touchées par ce conflit, ce qui signifie que les personnes les plus vulnérables sont exclues de l'aide humanitaire.

En même temps, dix ans après le début de la violence dans la région, et à mesure que la dynamique du conflit évolue avec le temps, un nombre important de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont volontairement



retournées dans leurs communautés : Les mouvements de retour dans le Bassin du Lac Tchad ont augmenté de 77% entre 2016 et 2018 avec une augmentation de 800.000 personnes.⁵ Cependant, des milliers d'autres ont été renvoyées de force dans leurs lieux d'origine, principalement en raison de tensions politiques et de nombreux cas sans que la sécurité des zones de retour soit pleinement connue. Cela pose un défi supplémentaire à l'aide humanitaire.

Les tensions sur les droits fonciers ont alimenté des conflits dans toute la région. L'accès des populations à des terres fertiles est devenu plus difficile en raison de la désertification croissante et d'autres pressions climatiques et démographiques, ainsi que du retour des personnes déplacées dans leurs lieux d'origine. Pour les communautés déplacées et les rapatriés, l'accès à la terre est un problème encore plus aigu.⁶

Alors que les attentats à la bombe et les attentats-suicides visant principalement des civils, outre les combats entre les forces gouvernementales, l'opposition et les groupes dissidents de Boko Haram et de Boko Haram eux-mêmes, se poursuivent et même s'intensifient dans certaines régions, rien n'indique que cette crise va s'atténuer dans un avenir proche, et les besoins des régions touchées restent aigus et persisteront à grande échelle cette année et au cours des années prochaines.

1 Urgence dans le Bassin du Lac Tchad : Exigences et priorités d'intervention révisées. September 2018. Source: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LCB_HNRO_Sep_2018_EN_web.pdf 2 Ministère allemande des Affaires étrangères : German support for stabilisation in the Lake Chad region. Source: <https://www.auswaertiges-amt.de/en/ausenpolitik/themen/krisenpraevention/stabilisation-lake-chad/2234000>, 18 juillet de 2019. 3 Le rapport de l'OIM sur les déplacements régionaux et la mobilité humaine dans le Bassin du Lac Tchad fait même état d'environ 4,2 millions de personnes déplacées identifiées par la matrice de suivi des déplacements (DTM) au Nigeria, au Tchad et au Cameroun. 250 000 personnes supplémentaires sont déplacées dans la région de Diffa au Niger et ont été suivies par le gouvernement du Niger. 4 Une tentative de réponse à l'insurrection de Boko Haram a été l'accord pour l'opérationnalisation de la Force opérationnelle multinationale mixte (MNJTF) par l'Union africaine et la Commission du Bassin du Lac Tchad en 2015. 5 Au total, 1.810.592 personnes sont retournées dans le Bassin du Lac Tchad. Source: Organisation internationale pour les migrations (OIM): Within and beyond borders: Tracking displacement in the Lake Chad Basin. Regional Displacement and Human Mobility Analysis Displacement Tracking Matrix; March 2019: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LCBC%20Regional%20DTM%20-%20Human%20Mobility%20Analysis%20-%20March%202019.pdf> 6 Exposé de position de Caritas Allemagne: Lake Chad Basin Humanitarian Crisis. August 2018.

Depuis plus de 10 ans, le groupe terroriste Boko Haram est responsable de la fuite, du déplacement et de la terreur parmi la population du Bassin du Lac Tchad. Le nord-est du Nigeria est particulièrement touché par cette crise. La destruction du pays et de ses infrastructures par Boko Haram prive les gens de leurs moyens de subsistance et les force à fuir vers les régions ou pays voisins. Les attaques armées dans les États touchés de Borno, Adamawa et Yobe se sont intensifiées ces derniers mois et environ 7,1 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire cette année, sur une population de 13,4 millions, soit 53 % de la population de ces trois États.⁷ Depuis le début de 2019, le nombre de nouveaux civils déplacés et de nouveaux arrivants en provenance de zones suspendues a augmenté de façon spectaculaire - plus de 60 000 ont été signalés à ce jour. Au total, environ 1,8 million de personnes sont déplacées dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe en raison d'attaques armées et d'opérations militaires; de nouveaux déplacements sont en cours. En particulier dans l'État de Borno - la région la plus touchée- les camps de réfugiés ont atteint ou dépassé de loin leurs limites : plus de 80 pour cent des personnes déplacées se trouvent dans l'État de Borno.⁸ Cependant, plus de 60 pour cent des personnes déplacées vivent dans des communautés d'accueil, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les communautés et rend plus difficile l'accès aux personnes dans le besoin.

Toutes les personnes dans le besoin ne peuvent pas être atteintes : en raison de la situation d'insécurité, certaines zones sont inaccessibles. On estime que plus de 800.000 personnes ne peuvent être atteintes. 80 pour cent des personnes déplacées mentionnées ci-dessus sont des femmes et des enfants. Elles sont exposées à des risques élevés de violence sexuelle, tels que le viol, l'exploitation sexuelle et/ou l'enlèvement.

Toutefois, certains indicateurs indiquent que les conditions se sont améliorées à certains endroits : Depuis 2015, environ 1,6 million de personnes sont rentrées chez elles.⁹



Eva Disegna (à gauche) en conversation avec des partenaires

Violence sexuelle et sexiste dans le Bassin du Lac Tchad

Cette crise dans la Région du Lac Tchad touche particulièrement les femmes et les filles : beaucoup d'entre elles sont utilisées comme kamikazes, elles sont soumises au travail forcé et/ou au mariage, et après avoir pu s'échapper ou avoir été sauvées de Boko Haram, elles sont souvent stigmatisées et marginalisées. On estime qu'au moins plus de 7 000 filles et femmes ont été victimes de violences sexuelles perpétrées par Boko Haram depuis leur existence en 2009. Toutefois, le nombre de cas non signalés est sans aucun doute beaucoup plus élevé. Une autre difficulté tient à l'impunité dont jouissent les auteurs de ces actes et à la nécessité impérieuse de renforcer le système juridique et de garantir l'accès à la justice et à un soutien psychologique, ainsi que l'assistance nécessaire. En outre, les femmes et les filles sont exposées à l'exploitation sexuelle en général pendant toute la durée de la crise de déplacement : par les forces de sécurité et les autorités, l'armée, ou même l'aide humanitaire, qui implique souvent des services sexuels transactionnels pour accéder à des produits alimentaires ou non alimentaires. Le risque de violence sexuelle et sexiste (VSS) augmente encore en raison de la rupture des liens familiaux ou des structures sociales, ce qui entraîne des changements désavantageux dans les rôles et responsabilités des hommes et des femmes. Généralement, les filles mineures sont mariées, car elles sont considérées comme un fardeau financier pour leur famille - la violence domestique se poursuit souvent par la suite.

Eva Disegna, conseillère en matière d'aide d'urgence et d'aide à la transition, Caritas Nigeria, Abuja

⁷ Au cours des élections présidentielles du printemps 2019, en particulier, la situation en matière de sécurité s'est considérablement détériorée et la région a été secouée par des attaques. Source : Alertes mondiales INSO. ⁸ Un exemple est le camp Teachers Village (« village des enseignants ») à Maiduguri qui compte 30 000 habitants, mais ne peut accueillir que jusqu'à 10 000 personnes déplacées. ⁹ ONU-OCHA: Humanitarian Needs overview 2019. Source: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/01022019_ocha_nigeria_humanitarian_needs_overview.pdf

Dans le Bassin du Lac Tchad, le Cameroun est le deuxième pays le plus touché par la crise du Boko Haram. Plus d'une personne sur six au Cameroun a besoin d'aide humanitaire, ce qui représente une augmentation de 31 pour cent depuis 2018. Le nombre de personnes vivant en tant que réfugiées ou déplacées internes est deux fois plus élevé de celui d'il y a un an, ce qui ajoute le Cameroun à l'ampleur de l'une des crises de déplacement qui connaît la croissance la plus rapide en Afrique en 2018. La région de l'Extrême-Nord est fortement touchée avec environ 1,9 million de personnes dépendantes de l'aide humanitaire (plus de 50 pour cent de la population) et plus de 248 000 personnes déplacées. Le nombre de réfugiés nigériens qui entre au Cameroun augmente : environ 102.000 d'entre eux ont cherché refuge dans cette région. Il est probable qu'un plus grand nombre de personnes s'enfuie au Cameroun en raison de l'insécurité croissante dans le nord-est du Nigeria et des opérations militaires à grande échelle lancées dans les régions des lacs. Depuis le dernier trimestre de 2018, la violence connaît une recrudescence de la violence, ce qui entraîne de nouveaux déplacements importants. En outre, le niveau élevé d'insécurité dans les zones touchées comporte un risque important de protection des civils. En même temps, l'accès humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées est limité en raison des restrictions imposées par les autorités locales et l'armée. Trois millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, dont 222 000 enfants de moins de cinq ans, qui souffrent de malnutrition aiguë ou sévère. Le chômage des jeunes est un problème grave. Avec la moitié de la population âgée de moins de 18 ans et un taux de pauvreté de 74 %, les jeunes sont exposés au recrutement par des groupes terroristes et aux violations des droits des enfants.¹⁰



Alain Deoulanger, Caritas Tschad (à gauche) et Edouard Kadalpa, Caritas Maroua Mokolo (à droite) à la conférence sur la Région du Lac Tchad à Berlin, 2018.

“ *Boko Haram est très actif avec de nouvelles attaques contre des postes militaires et des villages. L'insécurité reste l'un des principaux défis. D'autres sont le taux élevé de chômage des jeunes - il n'y a pas d'opportunités pour eux, de nombreuses routes sont détruites, les gens n'ont pas d'accès à la terre. La région de l'Extrême-Nord est en régression constante en termes de développement et dépend fortement de l'aide humanitaire.* ”

Edouard Kaldapa, Caritas Maroua-Mokolo

¹⁰ ONU-OCHA: Cameroun. Humanitarian Response Plan. January 2019. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019_cmr_hrp_20190219_summary_print.pdf.



Nos voix partenaires :

Marthe Wandou, Région du Grand Nord, Cameroun



©Holger Vieth

Sur la situation humanitaire actuelle :

Depuis le mois de mai de cette année, nous sommes de nouveau régulièrement victimes d'attaques : Les civils deviennent les otages de Boko Haram, ils attaquent les villages et brûlent tout et massacrent hommes, femmes et enfants. Les gens sont à nouveau traumatisés. Les routes sont détruites et de nombreuses écoles sont fermées parce que la situation est trop dangereuse. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays aimeraient retourner chez elles, mais cela n'est pas possible en raison de la mauvaise situation sécuritaire. De nombreuses organisations internationales et certaines ONG ne sont pas en mesure d'aider les civils dans les zones touchées, car les conditions de sécurité sont si mauvaises qu'elles refusent de s'y rendre. Ils travaillent par l'intermédiaire d'organisations partenaires nationales et locales afin de mettre en œuvre l'aide humanitaire - mais c'est évidemment très difficile car les lieux ne sont pas sûrs. Nous devons équilibrer les risques tous les jours.

Sur la Conférence du Bassin du Lac Tchad à Berlin en 2018 :

A Berlin, la société civile des quatre pays riverains du Lac a eu beaucoup plus de temps qu'à Oslo pour exprimer ses positions, ce qui nous a donné de la force et de l'impact pour travailler dessus. Avoir

une journée entière pour la société civile était très important pour nous. Mais malheureusement, la conférence sur le Lac Tchad n'a pas eu beaucoup d'impact. Nous estimons que la plupart des engagements financiers pris par les bailleurs de fonds vont au Nigeria et, dans une moindre mesure, au Niger. Le Cameroun et le Tchad ne sont pas vraiment considérés. Au Cameroun, nous avons encore un écart énorme en ce qui concerne les promesses de dons. Sur une note positive, la conférence de Berlin a contribué à encourager la coopération entre les ONG nationales au Cameroun. Nous nous coordonnons plus étroitement entre nous et partageons l'information sur l'aide humanitaire. Il est important pour nous de parler d'une seule voix, de nous rendre visibles pour la communauté internationale et d'échanger des informations sur la situation sur le terrain.

Marthe Wandou - Directrice d'ALDEPA, une organisation partenaire de Caritas International au Cameroun - a participé à la conférence d'Oslo et Berlin sur la Région du Lac Tchad.



Tchad

La crise humanitaire au Tchad reste grave. La population doit faire face à la violence, aux déplacements, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, ainsi qu'au manque de services essentiels, tels que les soins de santé. L'insécurité qui règne dans le Bassin du Lac Tchad a forcé des milliers de civils à chercher refuge dans la province occidentale du Tchad. La région est également frappée par la recrudescence de la violence. Les attaques armées se sont multipliées depuis le début d'une opération militaire conjointe au Nigeria cette année.¹¹ En conséquence, des centaines de personnes, qui sont forcées de fuir, sont signalées chaque mois. Environ 40.000 personnes ont été nouvellement déplacées dans la province depuis le début de 2019. Au total, près de 657 000 personnes sont déplacées au Tchad, dont 450 000 réfugiés, principalement du Nigeria, de la République centrafricaine et du Soudan, et de nouvelles communautés déjà déracinées par l'insécurité ont été déplacées. Le niveau d'insécurité alimentaire est élevé, car le niveau d'insécurité et les frontières fermées avec le Nigeria et le

Niger limitent l'accès aux marchés. Plusieurs organisations humanitaires ont cessé de travailler dans la région à la suite de nombreuses attaques en mars et avril, ce qui a entraîné une détérioration de la situation sécuritaire.¹² Ainsi, l'accès des acteurs humanitaires est souvent limité. En raison du dysfonctionnement du système de santé, de la faible couverture vaccinale¹³ et de la pauvreté généralisée, la population est exposée à des maladies et des épidémies telles que le paludisme ou le choléra. Le taux de mortalité au Tchad (133/1 000) reste parmi les plus élevés du monde.¹⁴

Niger

Au Niger, 2,3 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, dont 1,3 million d'enfants.¹⁵ Le pays est confronté à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, aux épidémies, aux inondations et aux déplacements.¹⁶ La région du sud-est de Diffa est particulièrement touchée par la crise. Plusieurs villages et sites militaires ont été attaqués et environ 18.500 personnes ont été déplacées. Les organisations humanitaires distribuent de l'eau, de la nourriture et des ustensiles. En raison de l'insécurité, de nombreuses écoles ont été fermées dans la région.



©Corrado Disegna

11 Une opération militaire conjointe Nigeria-Tchad contre Boko Haram dans la région de Wulgo, dans l'État de Borno, a été menée en avril. Une formation multinationale combinée - la Multinational Joint Task Force (MNJTF) - comprenant principalement des unités militaires du Cameroun, du Tchad, du Nigeria, du Niger et du Bénin, a été formée pour mettre un terme à l'insurrection du Boko Haram. **12** Agence américaine pour le développement international (USAID): Lake Chad Basin - Complex Emergency Fact Sheet #5, Fiscal Year (FY) 2019. Source: https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/lake_chad_ce_fs05_06-24-2019.pdf **13** Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), la couverture représente 10 et 37 % de la population. **14** ONU-OCHA: Tchad: "US\$476,6M urgently needed to reach 2M people struggling with hunger, displacement and epidemics". Source: <https://www.unocha.org/story/chad-us4766m-urgently-needed-reach-2m-people-struggling-hunger-displacement-and-epidemic> **15** ONU-OCHA: Cameroon. Humanitarian Response Plan. January 2019. **16** UNICEF: Niger Humanitarian Situation Report, May 2019. Source: <https://reliefweb.int/report/niger/unicef-niger-humanitarian-situation-report-may-2019>



D'Oslo...

En février 2017, plus de 170 représentants d'organisations donatrices, d'États, d'organisations régionales et de la société civile se sont réunis à Oslo pour la Conférence humanitaire d'Oslo sur le Nigéria et la Région du Lac Tchad, et se sont engagés à verser 672 millions de dollars pour 2017 et au-delà comme moyen pour la réponse humanitaire nécessaire. La conférence était organisée conjointement par la Norvège, le Nigeria, l'Allemagne et l'ONU. Les partenaires humanitaires se sont mis d'accord pour „intensifier davantage leur action afin d'atteindre les groupes les plus vulnérables menacés par la famine, y compris les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Une attention particulière a été accordée aux besoins de protection des femmes, des enfants et des jeunes, ainsi qu'à la nécessité d'un soutien à long terme et de solutions durables pour les populations déplacées“. Selon le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, plus de six millions de personnes ont bénéficié d'une aide en 2017 et une famine a été écartée dans le nord-est du Nigeria.¹⁹

Un résultat positif de la conférence d'Oslo a été la naissance du Groupe consultatif sur la prévention et la stabilisation du Lac Tchad, dont l'objectif est de fournir une plate-forme stratégique de discussion et d'encourager la coopération régionale pour faire face aux facteurs qui alimentent la crise.²⁰ En outre, les gouvernements des États touchés, les organisations régionales, la Commission du Bassin du Lac Tchad et l'Union africaine, ainsi que d'autres acteurs, se sont montrés plus actifs pour relever ces défis. Le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun, sous l'égide de l'Union africaine et de la Commission du bassin du Lac Tchad ont adopté une stratégie de stabilisation.²¹

Au niveau sous-national, les politiciens ont créé le Forum du Lac Tchad Governor's dans le but d'encourager la coopération transfrontalière régionale. Le Forum s'est réuni à Maiduguri en mai 2018 pour la première fois.

...à Berlin...

Sur la base des engagements pris à Oslo et des processus de suivi, les co-organisateur de la conférence ont décidé d'organiser une deuxième conférence sur la région : La Conférence du Lac Tchad à Berlin en septembre 2018 est née. Outre les aspects humanitaires, la conférence devrait également promouvoir des initiatives de prévention des crises et de stabilisation, et se concentrer sur le lien entre l'humanitaire, le développement, la paix et la stabilisation afin de répondre aux besoins des populations touchées par la crise.

La Conférence de haut niveau s'est concentrée sur la manière dont la communauté internationale, les partenaires régionaux et les gouvernements touchés pourraient collaborer au mieux pour faire face à la crise et faciliter l'obtention de nouvelles ressources financières. En conséquence, les 17 États membres de l'ONU, la Commission européenne, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires et le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement se sont engagés à verser 2,17 milliards de dollars en aide. En outre, les institutions financières multilatérales ont annoncé des prêts concessionnels d'un montant de 467 millions de dollars américains.²²

Dans le cadre de la conférence de haut niveau sur la région du Lac Tchad, Caritas Allemagne et Plan International ont été invités par le gouvernement hôte à organiser trois comités dirigés par la société civile pendant les deux jours : Le matin du premier jour et juste avant l'ouverture officielle de la conférence de haut niveau, les représentants de la société civile ont eu l'occasion de faire part de leurs réactions lors des consultations nationales. Les consultations de la société civile ont été organisées par les bureaux nationaux du BCAH avec la société civile (ONG nationales, organisations de la société civile et ONG internationales) dans les quatre pays. Au cours de la réunion-débat, un certain nombre de questions et de préoccupations communes aux quatre pays ont été évoquées, telles que la nécessité d'assurer une approche régionale dans tous les programmes, car de nombreuses causes profondes du conflit sont des conflits transfrontaliers. En outre, des programmes doivent être mis en œuvre dans les zones touchées par le conflit, mais aussi dans les zones qui n'ont pas été touchées par le conflit, afin d'éviter que des tensions ne surgissent et d'empêcher que

17 Annonces de contributions d'un montant de 458 millions de dollars pour 2017 et de 214 millions de dollars pour 2018 et au-delà annoncées par 14 donateurs. La Commission européenne, l'Allemagne, la Norvège, le Japon, la Suède, la Suisse, la France, l'Italie, l'Irlande, la Finlande, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République de Corée ont annoncé des engagements. 18 La conférence humanitaire d'Oslo : Summary. February 24 2017. Source: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Joint%20PR%20OsloHumConf%20FINAL.pdf> 19 Early Recovery: High-Level Conference on the Lake Chad Region. Source: <http://earlyrecovery.global/content/high-level-conference-lake-chad-region> 20 Le groupe s'est réuni pour la première fois en septembre 2017 à Berlin. 21 Ministère allemand des Affaires étrangères: High Level Conference on the Lake Chad Region in Berlin results in 2.17 billion US dollars in pledges of assistance. Source: <https://www.auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/themen/humanitaerhilfe/lake-chad-conference/2132000> 22 High Level Conference on the Lake Chad Region. Summary. September 3/4th, 2018. Source: <https://reliefweb.int/report/nigeria/high-level-conference-berlin-commits-comprehensive-crisis-response-lake-chad-region>



Panélistes et organisateurs de l'échange avec la société civile.

le conflit ne s'étende. Le deuxième jour, une table ronde, à laquelle ont participé différentes parties prenantes et des représentants de la société civile des régions, a examiné les besoins dans une perspective humanitaire et de développement. Les intervenants ont déclaré, par exemple, que les programmes de protection avaient besoin d'un financement accru, y compris les programmes axés sur l'éducation et la réinsertion. En outre, la coordination exige des améliorations continues qui impliquent tous les acteurs, et la violence et les violations, en particulier celles qui touchent les femmes, les filles et les enfants, doivent être traitées. Le deuxième groupe d'experts de la société civile a abordé la question de la stabilisation centrée sur l'être humain et s'est concentré sur la voie à suivre pour la région du Lac Tchad.

Il est apparu clairement qu'étant donné que la crise est multidimensionnelle, il est également nécessaire d'avoir des approches multidimensionnelles de la stabilisation. Les participants ont fait diverses suggestions sur la manière de placer concrètement les personnes au centre des efforts de stabilisation et ont suggéré un „ nouveau „ triple lien pour que les efforts de stabilisation centrés sur les personnes soient couronnés de succès : 1) confiance (dans les processus), 2) confiance (entre tous les intervenants) et 3) inclusion. ²³

...et au-delà

Les deux conférences ont permis d'accroître considérablement l'aide financière à la région, mais les chiffres montrent également la situation humanitaire dramatique dans la régi-

on et le besoin d'aide. En outre, les conférences ont attiré l'attention de la communauté internationale sur la région et la crise de Boko Haram. La crise humanitaire dans la région a été sur la table du Conseil de sécurité de l'ONU, a été mentionnée dans des conférences internationales, comme la conférence de haut niveau sur la fin de la violence sexuelle et sexiste dans les crises humanitaires à Oslo en mai dernier. La crise a également fait l'objet de négociations à Bruxelles entre l'Union européenne et le gouvernement du Nigeria. En outre, certains pays ont accru leur soutien à la lutte contre les crises dans la région, comme le gouvernement allemand, qui a

augmenté son aide de 40 millions supplémentaires cette année, afin de soutenir une nouvelle approche à la stabilisation.²⁴

Selon le ministère allemand des Affaires étrangères, plus de 99 % des engagements pris lors de la Conférence de Berlin sont déjà tenus (août 2019). A la grande déception de nombreux représentants de la société civile, nombre des promesses faites à Berlin ont déjà été affectées à des programmes spécifiques ou à des agences de l'ONU, comme le HCR. Cela signifie que les organisations nationales ou locales de la région n'ont pas eu la possibilité de solliciter ces moyens financiers - comme elles l'espéraient au départ. En outre, et contrairement à ce qui a été annoncé, les plans d'intervention humanitaire révèlent un déficit de financement pour les pays touchés : Par exemple, pour le Nigeria seulement, 39,4 % du total des moyens financiers nécessaires sont financés, ce qui entraîne un déficit financier de 513,5 millions de dollars.²⁵

Au niveau régional, le Groupe consultatif sur la prévention et la stabilisation dans la Région du Lac Tchad vise à aider les acteurs régionaux à trouver des solutions régionales et transfrontalières à la crise. La stratégie régionale de stabilisation, de reconstruction et de résilience dans les régions touchées par Boko Haram est l'un des résultats des efforts conjoints. Adoptée par la Commission du Bassin du Lac Tchad et l'Union africaine, cette stratégie vise à contribuer à la mise en œuvre des décisions prises lors de la Conférence du Lac Tchad à Berlin en 2018.²⁶ Au niveau infranational, on peut également suivre l'activité dans les pays : des représentants de huit provinces de la région du Lac Tchad se sont réunis pour la deuxième fois pour le Forum du Lac Tchad Governor's Forum à Niamey, capitale du Niger, en juillet 2019 pour

²³ Conférence de haut niveau sur la Région du Lac Tchad. Summary and Recommendations from Civil Society-led Panels. Berlin, Germany, 3-4 September 2018. ²⁴ Ministère allemande des Affaires étrangères: German support for stabilisation in the Lake Chad region. Source: <https://www.auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/themen/krisenpraevention/stabilisation-lake-chad/2234000>, 18 juillet de 2019. ²⁵ ONU-OCHA: Nigeria: Source: <https://www.unocha.org/nigeria>. ²⁶ REGIONAL STRATEGY for the Stabilization, Recovery & Resilience of the Boko Haram-Affected Areas of the Lake Chad Basin Region, August 2018 Source: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rss-ab-vers-en..pdf> ²⁷ Conversation avec Marthe Wandou, ALDEPA, 26 août 2019. Siège de Caritas Allemagne, Fribourg, Allemagne ²⁸ Une plate-forme nationale de la société civile, par exemple, a été créée au Cameroun après la conférence d'Oslo et renforcée après la conférence de Berlin. Après la Conférence de Berlin, les ONG nationales au Cameroun se réunissent pour un atelier afin de planifier la mise en œuvre des décisions de la Conférence de Berlin. Le retour d'information a été transmis au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, à la réunion intersectorielle au Cameroun et à d'autres ONG au Cameroun.

discuter des moyens de surmonter la crise et stabiliser la région.²⁷

Les représentants de la société civile se réunissent régulièrement au niveau national et international pour échanger des informations et organiser une position commune qui s'adresse, par exemple, au BCAH ou au PNUD. Selon les organisations partenaires de Caritas Allemagne, la Conférence de Berlin a aidé à organiser les Sociétés civiles nationales et à identifier des représentants actifs. Toutefois, la société civile ne fait toujours pas partie intégrante des consultations politiques.²⁸ Les représentants des ONG, par exemple, n'ont pas été invités à assister au deuxième Forum du Lac Tchad Governor's à Niamey/Niger en juillet de cette année. Cependant, les représentants de la société civile se sont réunis un mois avant le Forum lors d'une réunion de la société civile, organisée par la Commission du bassin du lac Tchad et le PNUD.

Un an après la conférence, de nombreux acteurs qui ont participé à la conférence de Berlin souhaiteraient voir des résultats plus visibles et concrets pour la région du lac Tchad. Dans la région, on n'observe que peu ou pas d'amélioration. Dans de nombreuses parties de la région, l'aggravation des conditions de sécurité a limité la mise en œuvre de l'aide et des mesures humanitaires prévues lors de la Conférence de Berlin. Toutefois, la conférence de Berlin a montré qu'il est nécessaire que tous les différents acteurs impliqués à différents niveaux déploient des efforts collectifs pour faire face à cette crise complexe et que, pour résoudre le conflit, les représentants politiques doivent agir de concert.

La voie à suivre : Recommandations²⁹

Financement: Tous les donateurs des conférences du lac Tchad, ainsi que les signataires du Grand Marché, doivent s'assurer qu'ils respectent leurs engagements d'augmenter le financement des acteurs locaux. Les acteurs locaux/ONG devraient avoir accès à des engagements financiers.

Localisation et inclusion: Les acteurs humanitaires internationaux doivent veiller à ce que les acteurs nationaux et locaux soient au centre de la coordination et de la prise de décision en matière de réponse humanitaire:

il est nécessaire de travailler par l'intermédiaire d'organisations locales existantes et de acteurs de s'appuyer sur leurs expériences, les modèles de consolidation de la paix existants et leurs capacités. Beaucoup d'entre eux, comme les organisations ecclésiastiques, sont des spécialistes du réseau car ils ont travaillé sur le dialogue interreligieux, la justice, la paix et le développement avant que la crise de Boko Haram n'éclate et qu'ils continuent de travailler sur ces questions lorsque les ONG internationales seront parties. Il est essentiel de mettre les gens au centre et d'impliquer les communautés dans la réponse aux besoins humanitaires, et d'engager davantage les femmes et les jeunes, afin de comprendre ce qu'ils pensent être nécessaire pour répondre à leurs besoins spécifiques. Lorsqu'on travaille avec les réfugiés et les personnes déplacées, il est important d'examiner l'impact du conflit sur l'ensemble de la population et d'accorder une attention particulière aux communautés d'accueil.

Accès: L'accès aux populations dans le besoin reste un défi qui doit être relevé par un dialogue et une coordination accrues entre toutes les parties. La coordination exige des améliorations continues qui impliquent tous les acteurs (c'est-à-dire, différents niveaux de gouvernement, onunations, donateurs, ONG locales/nationales/internationales et organisations de la société civile). En outre, la fermeture des frontières exacerbe les difficultés d'accès. Les gouvernements sont appelés à s'engager à trouver des moyens d'assurer l'accès à toutes les populations dans le besoin.

Protection: Malgré les appels urgents lancés dans la déclaration finale de la conférence de Berlin, la protection ne s'est pas améliorée au cours de l'année dernière. Les engagements de protection des acteurs humanitaires doivent être opérationnels au niveau du programme, et les donateurs doivent s'assurer que le financement nécessaire pour surveiller le respect des normes de protection les plus élevées doit être opérationnel. Les gouvernements du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigéria doivent mettre en œuvre leurs engagements et doivent soutenir les acteurs humanitaires et non gouvernementaux pour renforcer leurs composantes de protection.

Cohésion communautaire et consolidation de la paix : Les gouvernements des quatre pays autour du Bassin du Lac Tchad devraient encourager la coexis-

²⁹ Un grand nombre de ces recommandations ont déjà été formulées par des représentants de Caritas Internationalis, Caritas Nigeria, Caritas Tchad, Caritas Maroua-Mokolo, Caritas Norvège, CAFOD, ALDEPA et Caritas Allemagne en août 2018. Vous trouverez ici la prise de position de Caritas sur la crise humanitaire du Lac Tchad: <https://www.caritas-international.de/wasunsbewegt/stellungnahmen/tschadsee-konferenz-2018-positionspapier>

tence pacifique locale par la collaboration et par la mise en commun des services sociaux dans les zones frontalières (par exemple, les installations médicales, les infrastructures formation professionnelle), l'intégration des économies et la facilitation des procédures policières pour assurer la libre circulation des biens et des personnes. Les gouvernements devraient travailler avec les groupes de la société civile à l'élaboration de cadres inclusifs de consolidation de la paix, qui adoptent une approche ascendante qui fonctionne du niveau communautaire au niveau national. En particulier, la question sensible de la démobilisation et de la réintégration des combattants nécessite une préparation et un dialogue intensifs avec les communautés d'accueil locales. Des programmes doivent également être mis en œuvre dans les zones qui n'ont pas été touchées par le conflit afin de s'assurer que les tensions ne surgissent pas et d'empêcher l'extension du conflit.

Approche régionale: Bon nombre des causes profondes du conflit sont transfrontalières, ce qui rend nécessaire une approche régionale dans tous les programmes. Par conséquent, une stratégie régionale est nécessaire pour assurer une approche commune de la réintégration des rapatriés.

Retours des déplacés : Les gouvernements doivent s'assurer que les personnes déplacées reçoivent des informations claires et impartiales afin de décider s'ils doivent retourner chez eux. Tous les retours doivent être sûrs, volontaires et dignes, et les gens doivent être soutenus pour réparer leurs maisons endommagées et recevoir une aide humanitaire et des services de base.

SGBV: La réponse à la violence sexuelle et sexiste dans toute la région doit être améliorée grâce à la prévention, ainsi qu'à un soutien approprié et adéquat pour les survivantes. L'éducation à la prévention, à l'intervention/réponse et à la réadaptation sur le SGBV à tous les niveaux communautaires, en particulier pour les garçons et les hommes, est nécessaire. Les forces militaires doivent être formées pour travailler de manière sensible avec les femmes et les jeunes, en particulier ceux qui ont été victimes de SGBV. Un soutien psychologique, l'accès aux soins de santé et aux ressources juridiques pour les victimes de SGBV doivent être fournis. En outre, il est nécessaire de poursuivre les auteurs de SGBV, et une peine appropriée, car l'impunité continue de ces auteurs conduit à une culture forcée du silence.

Droits fonciers : Les gouvernements doivent établir des cadres réglementaires clairs pour régler les problèmes fonciers tels que la propriété, l'achat et la location. Les gouvernements devraient également mettre en œuvre une politique claire sur la fourniture de terres et de logements pour les rapatriés afin d'assurer l'attribution transparente des terres à proximité des services et des communautés locales.

Documents civils : Les gouvernements devraient accroître la prévalence des documents civils, tels que les certificats de naissance, les documents d'identité, les certificats de mariage et les certificats de décès.

Les moyens de subsistance : Des approches globales pour soutenir les moyens de subsistance et la résilience des populations touchées par la crise sont nécessaires. Les donateurs devraient soutenir des programmes de moyens de subsistance qui permettent aux populations de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Éducation: Les pays du Bassin du Lac Tchad ont certains des taux d'analphabétisme les plus élevés au monde. Par conséquent, la fourniture d'une éducation scolaire de bonne qualité doit être augmentée et les gouvernements, ainsi que les acteurs humanitaires devraient concevoir des programmes d'éducation, qui contribuent à la construction d'une société civile active, les communautés étant conscientes de leurs droits et savoir comment y adhérer.





Notre action dans la région du Lac Tchad

Depuis le début de 2018, le département international de Caritas Allemagne fournit, avec les fonds du ministère allemand des Affaires étrangères, une aide d'urgence et une assistance humanitaire aux victimes de la crise de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, le nord du Cameroun et l'ouest du Tchad. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie des personnes touchées par la crise dans la région du Lac Tchad. En outre, notre travail vise à répondre aux besoins de sécurité alimentaire des personnes déplacées et des populations d'accueil particulièrement vulnérables, en particulier en période de soudure annuelle, et à améliorer leur protection. Nous travaillons avec nos partenaires locaux très expérimentés:

Nous travaillons avec nos partenaires très expérimentés, la Fondation nationale Caritas catholique du Nigeria (CCFN), la Commission Justice et Développement pour la Paix de Maiduguri (JDPC) et le Catholic Relief Services of Nigeria (CRS) au Nigeria, la Caritas nationale Tchad/UNAD, l'organisation diocésaine Caritas SECADEV dans l'archidiocèse de N'Djamena et le Catholic Relief Services of Chad (CRS) au Tchad, et au Cameroun avec le Caritas-Comité Diocésain de Développement (CDD) dans le diocèse de Maroua-Mokolo.

L'un des objectifs du projet est de lutter contre la menace de famine dans les régions touchées et d'apporter un soutien alimentaire à la population ; en outre, nous visons à donner accès à l'éducation à environ 150.000 personnes touchées.

À cette fin, des colis alimentaires sont distribués, les familles reçoivent des pompes à eau, des semences et des prêts d'épargne, les frais de scolarité sont payés et les enfants reçoivent des manuels scolaires et des certificats de naissance. De plus, nous travaillons avec notre partenaire ALDEPA (Action Locale pour un Développement Participatif et Auto-géré) en Extrême-Orient camerounais et soutenons les filles et les femmes déplacées qui sont affectées par la violence sexuelle. Avec le centre nigérian Kukah, nous travaillons sur la lutte contre les récits extrémistes radicaux et renforçons la coopération interreligieuse.

Le réseau Caritas est présent dans tous les pays du Bassin du Lac Tchad, travaillant avec les communautés locales de diverses manières, y compris la protection des civils, le soutien aux droits fonciers, les moyens de subsistance, la cohésion communautaire et la consolidation de la paix, l'éducation, la santé, la promotion de la localisation et le rôle des acteurs locaux dans tous les aspects de notre travail. Nous avons un engagement à long terme et continu envers les communautés que nous servons et accompagnons. Nous comprenons leurs besoins et leurs coutumes et les racines des nombreux problèmes des conflits régionaux.



MENTIONS LÉGALES

Publication:

Caritas Allemagne
Département International
Département des Relations publiques
Postfach 420, D-79004 Freiburg - Allemagne
Tél: ++49 (0)761 200-288, Fax:++49 (0)761 200-730

E-mail: contact@caritas-international.de

Internet: www.caritas-international.de

Rédaction: Anke Wiedemann et Volker Gerdesmeier

Photo de couverture: Corrado Disegna

Design: Julia Barreiros Rosa Brettschneider

**Compte des dons n° 202:**

Bank für Sozialwirtschaft, Karlsruhe.
IBAN: DE 88 6602 0500 0202 0202 02
BIC: BFSWDE33KRL
ou www.caritas-international.de



Le département international de Caritas Allemagne, apporte de l'aide d'urgence après les catastrophes dans le monde entier et finance des projets sociaux pour enfants, pour les personnes âgées et les malades ainsi que pour les personnes handicapées. L'aide est fournie sans distinction de religion ou de nationalité.

Caritas Allemagne travaille avec plus de 160 organisations Caritas nationales dans le monde.

www.caritas-international.de

nos partenaires :



Caritas Allemagne
Département International

